

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre

Chateauroux, le 08/02/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 02/02/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



### **HYDRO EXTRUSION**

Avenue Pierre de Coubertin  
36000 CHATEAUROUX

Références : AIOT N°0010000553

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/02/2022 dans l'établissement HYDRO EXTRUSION implanté Avenue Pierre de Coubertin 36000 CHATEAUROUX. L'inspection a été annoncée le 24/01/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- HYDRO EXTRUSION
- Avenue Pierre de Coubertin 36000 CHATEAUROUX
- Code AIOT dans GUN : 0010000553
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Sans objet

La société HYDRO EXTRUSION exploite deux tours aéroréfrigérantes (TAR) soumises au régime de la déclaration au titre de la rubrique 2921 de la nomenclature des installations classées.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- suivi de l'exploitation des deux TAR;
- utilisation de produits biocides.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'Inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
surveillance de l'exploitation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 - 3.1	/	

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
analyse méthodique des risques	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 - 3.7 I 1 a)	/	
plan de surveillance	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 - 3.7 I 1 b)	/	
redémarrage	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 - 3.7 I 1 c)	/	
résultats de l'analyse des légionelles	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 - 3.7 I 3 d)	/	
bilan annuel	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 - 3.7 V	/	
eau d'appoint	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 - 5.1	/	
transmission des résultats d'analyses	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I 3.7 3) e)	/	
connaissance des produits, étiquetage	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 - 3.3	/	

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
plan d'entretien	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 - 3.7 I 1 b)	/	
stratégie de rraitement préventif	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 - 3.7 I 2 b)	/	
nettoyage préventif de l'installation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 - 3.7 I 2 c)	/	
fréquence d'analyses	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 - 3.7 I 3 a)	/	
contrôle de l'accès	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 - 3.2	/	

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
point de prélèvement	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 - 3.7 I 3 b)	/	
protection des personnels	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 - 4.2	/	
réserve de produits de traitement	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 - 3.7 I 2 b)	/	

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection relève 9 constats relatifs à l'exploitation des deux TAR et à l'utilisation de produit biocide qui sont susceptibles de faire l'objet de suites administratives.

### 2-4) Fiches de constats

**Nom du point de contrôle :** surveillance de l'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 - 3.1
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une ou de plusieurs personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en oeuvre en cas d'incident. L'exploitant s'assure que cette ou ces personnes référentes ainsi que toute autre personne impliquée directement ou indirectement dans l'exploitation de l'installation, y compris le personnel d'une entreprise tierce susceptible d'intervenir sur l'installation, sont formées en vue d'appréhender selon leur fonction le risque de dispersion et de prolifération des légionelles, associé à l'installation. Ces formations sont renouvelées périodiquement et a minima tous les cinq ans, de manière à s'assurer que les personnels soient informés de l'évolution des connaissances en matière de gestion de ce risque. [...]
<b>Constats :</b> La fréquence de renouvellement de 5 ans de la formation du responsable maintenance n'est pas respectée.
<b>Observations :</b> Documents consultés : - enregistrement - management des tours aéroréfrigérantes; - attestation de stage par l'AFPI du responsable HSE du 17/07/2019; - attestation de stage par l'AFPI du responsable maintenance du 12/12/2016.  La dernière formation du responsable maintenance date de plus de 5 ans. L'exploitant explique que la formation programmée en décembre 2021 a dû être reportée le 30/03/2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

**Nom du point de contrôle : analyse méthodique des risques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 - 3.7 I 1 a)
<b>Prescription contrôlée :</b> Une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles (AMR) est menée sur l'installation. Cette analyse consiste à identifier tous les facteurs de risques présents sur l'installation et les moyens de limiter ces risques. Certains facteurs de risques peuvent être supprimés par la mise en oeuvre d'actions correctives. D'autres sont inévitables et doivent faire l'objet d'une gestion particulière, formalisée sous forme de procédures, rassemblées dans les plans d'entretien et de surveillance décrits au point b ci-dessous. [...]  En cas de changement de stratégie de traitement ou de modification significative de l'installation, ou encore dans les cas décrits au point II.1 et II.2 b, et a minima une fois tous les deux ans, l'analyse méthodique des risques est revue par l'exploitant, pour s'assurer que tous les facteurs de risque liés à l'installation sont bien pris en compte, suite aux évolutions de l'installation ou des techniques et des connaissances concernant les modalités de gestion du risque de dispersion et de prolifération des légionelles. La révision de l'AMR donne lieu à la mise à jour des plans d'entretien et de surveillance et à la planification, le cas échéant, de nouvelles actions correctives. Les conclusions et éléments de cette révision sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> L'exploitant doit transmettre la révision de l'AMR programmée le 15/02/2022 suite au changement de stratégie de traitement.
<b>Observations :</b> Documents consultés : <ul style="list-style-type: none"><li>- AMR Ind2 révisée en mai 2021;</li><li>- devis ALOES du 18/01/2022 pour une révision de l'AMR le 15/02/2022.</li></ul> La dernière révision qui précède le changement de stratégie de traitement n'a pas été examinée par l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

**Nom du point de contrôle : plan d'entretien**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 - 3.7 I 1 b)
<b>Prescription contrôlée :</b> Le plan d'entretien définit les mesures d'entretien préventif de l'installation visant à réduire, voire à supprimer, par des actions mécaniques ou chimiques, le biofilm et les dépôts sur les parois de l'installation et à éliminer, par des procédés chimiques ou physiques, les légionelles libres dans l'eau de l'installation en amont des points de pulvérisation. Pour chaque facteur de risque identifié dans l'AMR, une action est définie pour le gérer. Si le niveau de risque est jugé trop faible pour entraîner une action, l'exploitant le justifie dans l'AMR.
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté.
<b>Observations :</b> Documents consultés : <ul style="list-style-type: none"><li>- plans d'entretien/maintenance des installations du 29/12/2021 par ALOES pour les 2 TAR;</li><li>- fiches de ronde de la 1ère semaine de février 2022 pour les 2 TAR/</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**Nom du point de contrôle : plan de surveillance**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 - 3.7 I 1 b)
<b>Prescription contrôlée :</b> Le plan de surveillance précise les indicateurs de suivi mis en place pour s'assurer de l'efficacité des mesures, tels que définis au I.1.3 des présentes consignes d'exploitation. Il précise les actions curatives et correctives immédiates à mettre en oeuvre en cas de dérive de chaque indicateur, en particulier en cas de dérive de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> . La description des actions curatives et correctives inclut les éventuels produits utilisés et les modalités d'utilisation telles que les quantités injectées.
<b>Constats :</b> Les plans de surveillance des 2 TAR sont incomplets en ce qui concerne les actions correctives à engager en cas de dérive des paramètres physico-chimiques.
<b>Observations :</b> Documents consultés : - plans de surveillance physico-chimique des installations du 29/12/2021 par ALOES pour les 2 TAR.  Les deux plans de surveillance fixent des seuils d'action et des seuils d'alerte pour chaque paramètre physico-chimique mais les actions correctives à engager ne sont pas suffisamment précises et détaillées pour être opérationnelles.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

**Nom du point de contrôle : redémarrage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 - 3.7 I 1 c)
<b>Prescription contrôlée :</b> Dans un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine après tout redémarrage intervenant après un arrêt prolongé ou redémarrage saisonnier, une analyse en <i>Legionella pneumophila</i> est réalisée.
<b>Constats :</b> L'exploitant doit mentionner dans le journal d'intervention des 2 TAR l'heure d'injection du biocide (et l'indiquer au laboratoire) lors de la remise en service des TAR suite à un arrêt prolongé afin de vérifier le respect du délai minimal de 48 heures entre l'injection et le prélèvement d'eau.
<b>Observations :</b> Documents consultés : - journal d'intervention TAR FOUR BANYARD; - journal d'intervention TAR TREMPE; - rapport d'analyse IANESCO du prélèvement du 27/08/2021.  Le dernier redémarrage a eu lieu le 25/08/2021 et a été suivi d'un prélèvement le 27/08/2021.  Ni le journal d'intervention ni le rapport d'analyse susvisé ne mentionnent l'heure d'injection du biocide, ce qui ne permet pas de vérifier le respect du délai minimal de 48 h.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites



**Nom du point de contrôle : stratégie de traitement préventif**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 - 3.7 I 2 b)

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant met en oeuvre un traitement préventif de l'eau à effet permanent pendant toute la durée de fonctionnement de l'installation, dont l'objectif est à la fois de réduire le biofilm et de limiter la concentration en légionelles libres dans l'eau du circuit.

L'exploitant peut mettre en oeuvre tout procédé de traitement, physique et/ou chimique, dont il démontre l'efficacité sur la gestion du risque de prolifération et dispersion des légionelles.

L'exploitant s'efforce de concevoir ce traitement préventif de manière à limiter l'utilisation de produits néfastes pour l'environnement.

Dans tous les cas, l'exploitant décrit et justifie la stratégie de traitement préventif adoptée dans la fiche de stratégie de traitement préventif jointe au plan d'entretien.

Dans le cas où le traitement préventif comprend un traitement chimique, les concentrations des produits dans

l'eau du circuit sont mises en oeuvre à des niveaux efficaces pour la gestion du risque de prolifération et de dispersion des légionelles, ne présentant pas de risque pour l'intégrité de l'installation et limitant les impacts sur le milieu.

L'exploitant justifie du choix des produits de traitements utilisés, de leurs caractéristiques et modalités d'utilisation (fréquence, quantités), au regard des paramètres propres à l'installation (notamment les matériaux,

le volume), des conditions d'exploitation et des caractéristiques physico-chimiques de l'eau du circuit à traiter, en particulier la qualité de l'eau d'appoint, la température et le pH. Il s'assure de la compatibilité des molécules entre elles, afin d'éviter les risques d'interaction qui réduisent l'efficacité des traitements et altèrent la qualité des rejets.

En cas d'utilisation d'injections ponctuelles de biocide(s) en traitement préventif, l'exploitant justifie que cette stratégie de traitement est la mieux adaptée à son installation et la moins impactante pour l'environnement.

Les stratégies de traitement préventif par injection de biocides non oxydants en continu sont limitées aux cas où l'exploitant justifie qu'aucune stratégie alternative n'est possible.

Dans tous les cas, l'exploitant mentionne dans la fiche de stratégie de traitement les produits de décomposition des produits de traitement susceptibles de se trouver dans les rejets de l'installation de refroidissement, et les valeurs de concentration auxquels ils sont rejetés.

Pour les nouvelles installations, ou en cas de changement de stratégie de traitement pour les installations existantes, l'exploitant en informe l'inspection des installations classées et démontre l'efficacité du traitement pour la gestion du risque de prolifération et de dispersion des *Legionella pneumophila* par la réalisation d'analyses hebdomadaires en *Legionella pneumophila*, a minima pendant deux mois, et jusqu'à obtenir trois analyses consécutives inférieures à 1 000 UFC/L.

La stratégie de traitement elle-même constituant un facteur de risque, toute modification (produit ou procédé)

entraîne la mise à jour de l'AMR, du plan d'entretien et du plan de surveillance et de la fiche de stratégie de traitement.

**Constats :** Pas d'écart constaté.

**Observations :** Documents consultés :

- stratégie de traitement TAR FOUR REV1 par ALOES;
- stratégie de traitement TAR TREMPE REV2 par ALOES;
- journal d'intervention TAR FOUR BANYARD (extrait de novembre 2021);
- courriels de l'exploitant du 23/04/2021, du 07/01/2022 et du 21/01/2022;
- données enregistrées dans l'application GIDAF entre novembre 2021 et janvier 2022.

Le changement de stratégie de traitement (produit biocide différent) s'est opéré le 17/01/2022 selon le courriel de l'exploitant du 21/01/2022 qui précise le calendrier des analyses hebdomadaires de la qualité de l'eau du circuit des 2 TAR.

Les deux fiches de stratégie seront complétées par la mention de la concentration des produits de décomposition dans l'eau rejetée par les TAR à l'issue du prochain contrôle de la qualité d'eau (programmé en janvier 2023).

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Nom du point de contrôle :** nettoyage préventif de l'installation

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 - 3.7 I 2 c)

**Prescription contrôlée :**

Une intervention de nettoyage, par actions mécaniques et/ou chimiques, de la tour de refroidissement, de ses parties internes et de son bassin, est effectuée au minimum une fois par an.

**Constats :** Pas d'écart constaté.

**Observations :** Documents consultés :

- journal d'intervention TAR FOUR BANYARD (extrait d'août 2021);
- journal d'intervention TAR TREMPE (extrait d'août 2021);
- plans d'entretien/maintenance des installations du 29/12/2021 par ALOES.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Nom du point de contrôle :** fréquence d'analyses

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 - 3.7 I 3 a)

**Prescription contrôlée :**

La fréquence des prélèvements et analyses des *Legionella pneumophila* est au minimum bimestrielle pendant la période de fonctionnement de l'installation.

**Constats :** Pas d'écart constaté.

**Observations :** Documents consultés :

- bilan annuel 2020 transmis par courriel du 23/04/2021;
- données enregistrées dans l'application GIDAF en 2021.

**Type de suites proposées :** Sans suite



**Nom du point de contrôle : résultats de l'analyse des légionelles**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 - 3.7 I 3 d)
<b>Prescription contrôlée :</b> Le rapport d'analyse fournit les informations nécessaires à l'identification de l'échantillon : <ul style="list-style-type: none"><li>- coordonnées de l'installation ;</li><li>- date, heure de prélèvement, température de l'eau ;</li><li>- date et heure de réception de l'échantillon ;</li><li>- date et heure de début de l'analyse.</li><li>- nom du préleveur ;</li><li>- référence et localisation des points de prélèvement ;</li><li>- aspect de l'eau prélevée : couleur, dépôt ;</li><li>- pH, conductivité et turbidité de l'eau au lieu du prélèvement ;</li><li>- nature (dénomination commerciale et molécules) et concentration cible pour les produits de traitements utilisés dans l'installation (biocides oxydants, non oxydants biodispersants, anticorrosion...) ;</li><li>- date de la dernière injection de biocide, nature (dénomination commerciale et molécule) et dosage des produits injectés.</li></ul> Les résultats obtenus font l'objet d'une interprétation par le laboratoire.
<b>Constats :</b> Le rapport d'analyses du prélèvement du 05/01/2022 est incomplet en ce qui concerne les points suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>- référence et localisation du point de prélèvement;</li><li>- heure de début des essais;</li><li>- date et heure de dernière injection choc de biocide.</li></ul>
<b>Observations :</b> Document consulté : <ul style="list-style-type: none"><li>- rapport d'analyse IANESCO du prélèvement du 05/01/2022.</li></ul> Les informations suivantes sont absentes ou erronées : <ul style="list-style-type: none"><li>- pas de référence et de localisation du point de prélèvement;</li><li>- pas d'heure de début des essais;</li><li>- pas de date (et heure) de dernière injection choc de biocide.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

**Nom du point de contrôle : bilan annuel**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 - 3.7 V
<b>Prescription contrôlée :</b> Les résultats des analyses de suivi de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> , les périodes d'utilisation avec leur mode de fonctionnement et les périodes d'arrêt complet ou partiel, ainsi que les consommations d'eau sont adressés par l'exploitant à l'inspection des installations classées sous forme de bilans annuels interprétés. Ces bilans sont accompagnés de commentaires sur : <ul style="list-style-type: none"><li>- les éventuelles dérives constatées et leurs causes, en particulier lors des dépassements de concentration de 1 000 UFC/L en <i>Legionella pneumophila</i>, consécutifs ou non consécutifs ;</li><li>- les actions correctives prises ou envisagées ;</li><li>- l'évaluation de l'efficacité des mesures mises en oeuvre, par des indicateurs pertinents.</li></ul> Le bilan de l'année N – 1 est établi et transmis à l'inspection des installations classées pour le 31 mars de l'année N.
<b>Constats :</b> Le bilan annuel 2020 n'a pas été transmis pour le 31/03/2021.
<b>Observations :</b> Document consulté : <ul style="list-style-type: none"><li>- bilan annuel 2020 transmis par courriel du 23/04/2021 (après courriel de relance de l'inspection).</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

**Nom du point de contrôle : eau d'appoint**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 - 5.1
<b>Prescription contrôlée :</b> L'eau d'appoint respecte au niveau du piquage les critères microbiologiques et de matières en suspension suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>– Legionella pneumophila seuil de quantification de la technique normalisée utilisée ;</li><li>– matières en suspension 10 mg/l.</li></ul> La qualité de l'eau d'appoint fait l'objet d'une surveillance au minimum annuelle. En cas de dérive d'au moins l'un de ces indicateurs, des actions correctives sont mises en place et une nouvelle analyse en confirme l'efficacité dans un délai d'un mois. L'année qui suit, la mesure de ces deux paramètres est réalisée deux fois, dont une pendant la période estivale.
<b>Constats :</b> L'exploitant n'a pas effectué d'analyse annuelle de la qualité de l'eau d'appoint d'une des deux TAR en 2021. Les deux vannes d'e prélèvement doivent être identifiées par une pancarte et les rapports d'analyse doivent identifier le circuit d'eau qui fait l'objet du prélèvement.
<b>Observations :</b> Documents consultés : <ul style="list-style-type: none"><li>- rapport d'analyses par IANESCO du prélèvement du 07/01/2021;</li><li>- rapport d'analyses par IANESCO du prélèvement du 05/01/2022.</li></ul> Chacune des 2 TAR dispose de son propre circuit d'alimentation en eau d'appoint. Or, un seul prélèvement d'eau d'appoint a été réalisé en janvier 2021 et janvier 2022 et le rapport ne précise pas quel circuit est concerné.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

**Nom du point de contrôle : transmission des résultats d'analyses**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I 3.7 3) e)
<b>Prescription contrôlée :</b> Les résultats d'analyses de concentration en Legionella pneumophila sont transmis à l'inspection des installations classées dans un délai de trente jours à compter de la date des prélèvements.
<b>Constats :</b> L'exploitant ne transmet pas les résultats d'analyse en Legionella pneumophila à l'inspection via GIDAF dans un délai de 30 jours à compter de la date du prélèvement.
<b>Observations :</b> Document consulté : <ul style="list-style-type: none"><li>- données enregistrées dans GIDAF en 2021 et 2022.</li></ul> Plusieurs résultats d'analyses ont été transmis à l'inspection via GIDAF au delà du délai de 30 jours à compter de la date du prélèvement : <ul style="list-style-type: none"><li>- résultat du prélèvement du 11/12/2020 transmis le 12/02/2021;</li><li>- résultat du prélèvement du 07/01/2021 transmis le 12/02;</li><li>- résultat du prélèvement du 18/03/2021 transmis le 20/04;</li><li>- résultat du prélèvement du 15/04/2021 transmis le 20/05;</li><li>- résultat du prélèvement du 20/05/2021 transmis le 25/06;</li><li>- résultat du prélèvement du 22/07/2021 non transmis;</li><li>- résultat du prélèvement du 20/10/2021 transmis le 14/12;</li><li>- résultat du prélèvement du 15/12/2021 transmis le 17/01/2022.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

**Nom du point de contrôle :** contrôle de l'accès

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 - 3.2
<b>Prescription contrôlée :</b> Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas un accès libre à l'installation et aux locaux techniques.
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté.
<b>Observations :</b> L'accès à l'usine est contrôlé. Les 2 TAR sont situées entre les deux bâtiments de l'usine.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**Nom du point de contrôle :** point de prélèvement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 - 3.7 I 3 b)
<b>Prescription contrôlée :</b> Ce point de prélèvement, repéré sur l'installation par un marquage, est fixé sous la responsabilité de l'exploitant.
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté.
<b>Observations :</b> Une pancarte signale l'emplacement de la vanne de prélèvement dans le bassin de chaque TAR.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**Nom du point de contrôle :** protection des personnels

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 - 4.2
<b>Prescription contrôlée :</b> Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant met à disposition des personnels intervenant à l'intérieur ou à proximité de l'installation, des équipements de protection individuels (EPI) adaptés ou conformes aux normes en vigueur lorsqu'elles existent (masque pour aérosols biologiques, gants...), destinés à les protéger contre l'exposition : – aux aérosols d'eau susceptibles de contenir des germes pathogènes ; – aux produits chimiques. Ces équipements sont entretenus en bon état et vérifiés périodiquement. [...] Un panneau, apposé de manière visible, signale l'obligation du port des EPI, masques notamment.
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté.
<b>Observations :</b> Présence au sein d'un bâtiment d'un distributeur d'EPI accessible à tout le personnel de l'usine muni d'un badge dédié. Ce distributeur contient des masques P3. Présence d'un boîtier contenant des masques et des gants à proximité des 2 TAR.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**Nom du point de contrôle :** connaissance des produits, étiquetage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 - 3.3
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant garde à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. Les fûts, réservoirs et autres emballages doivent porter en caractères très lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.
<b>Constats :</b> L'exploitant doit transmettre la notice qui complète les mentions de l'étiquette du produit ALOBIO 494 et doit la joindre aux jerricans stockés en réserve.
<b>Observations :</b> Documents consultés : <ul style="list-style-type: none"><li>- FDS ALOBIO 494 du 04/03/2021;</li><li>- FDS ALOFRI 243C du 02/06/2021;</li><li>- bases de données ECHA et SIMMBAD;</li><li>- étiquette d'un jerrican d'ALOBIO 494 en réserve;</li><li>- étiquette d'un jerrican d'ALOFRI 243C en réserve.</li></ul> La substance active du produit biocide ALOBIO 494 est en cours d'examen pour un usage TP11 et le produit est enregistré dans SIMMBAD. L'étiquette du produit ALOBIO 494 indique "lire les instructions ci-jointes avant l'emploi" mais aucune notice n'est jointe au jerrican.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

**Nom du point de contrôle :** réserve de produits de traitement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 - 3.7 I 2 b)
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant dispose de réserves suffisantes de produits pour faire face à un besoin urgent ou à des irrégularités d'approvisionnement.
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté.
<b>Observations :</b> Document consulté : <ul style="list-style-type: none"><li>- extrait du logiciel des stocks du magasin d'approvisionnement au 20/12/2021.</li></ul> Consigne de stock minimum de : <ul style="list-style-type: none"><li>- ALOFRI 243C = 30 kg ;</li><li>- ALOBIO 494 = 20 kg.</li></ul> Réserves effectives : <ul style="list-style-type: none"><li>- ALOFRI 243C : 3 jerricans de 30 kg ;</li><li>- ALOBIO 494 : 2 jerricans de 20 kg.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite